

Unité Départementale Hérault  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Montpellier, le 11 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ITALMARBRE POCAI**

BOIS DE FOUISSE  
34480 LAURENS

Références : UD34/H3/MT/2022/034

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement ITALMARBRE POCAI implanté BOIS DE FOUISSE 34480 LAURENS. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITALMARBRE POCAI
- BOIS DE FOUISSE 34480 LAURENS
- Code AIOT dans GUN : 0006604303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de marbre est réglementée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2017. Les blocs extraits à l'aide de haveuses sont découpés sur une zone de sciage, avant d'être stockés puis acheminés par camions vers l'usine de façonnage de la société, en Italie.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect du phasage d'exploitation et de remise en état
- Procédure administrative envisagée pour la modification du périmètre d'extraction
- Propreté du site et prévention et prévention des pollutions accidentelles (par la visite de terrain)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.7
Gestion générale des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.1
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Cote de fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7
Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.1.2
Plans	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.5

Autre thème abordé :

Modification de l'exploitation	Code de l'environnement du 09/03/2022, article R.181-46
--------------------------------	---

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation de l'établissement apparaissent dégradées: absence de remise en état coordonnée de la zone d'extraction, grandes quantités de déchets sur l'ensemble du site, entreposage de produits polluants hors rétention.

Il est demandé à la société Italmarbre de prendre des mesures pour corriger ces écarts, et de faire connaître sous 1 mois les détails des dispositions prises ou prévues.

Par ailleurs, l'exploitation nécessitant dans les prochains mois de déplacer la zone d'extraction hors des limites actuellement autorisées, Italmarbre devra déposer un dossier en ce sens selon les modalités qui ont été discutées lors de la visite en présence du bureau d'études Encem.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Cote de fond de fouille

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7
<b>Thème(s) :</b> Cote minimale d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Cote minimale de fond de fouille 182 mètres.
<b>Constats :</b> Au vu du plan, la cote minimale de fond de fouille est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Aménagement préliminaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite de terrain que le bornage a été mis en place pour respecter les limites du périmètre d'extraction autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Plan de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude ;</li><li>- les zones remises en état ;</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire de ce plan est transmis au service inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Le plan établi en janvier 2022 a été examiné et n'appelle pas de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remise en état du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des conditions de remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. La remise en état se fera progressivement, de façon coordonnée à l'exploitation sur les fronts de taille, et devra être achevée durant les 6 derniers mois de l'autorisation en comprenant le démantèlement de tous les équipements et l'achèvement de la remise en état du carreau.
<b>Constats :</b> L'ancienne zone d'extraction, située au Sud-Ouest de l'actuelle n'a fait l'objet d'aucune opération de remise en état. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des modalités et les délais qu'il envisage pour respecter les dispositions prévues dans sa demande d'autorisation pour remettre en état ce secteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion générale des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits dans la carrière sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne doivent pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement susvisé. Les diverses catégories de déchet sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées. Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du titre IV, livre V, du Code de l'environnement susvisé sur les déchets et des textes pris pour leur application.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que de grandes quantités de déchets divers sont présent dans l'établissement, et notamment dans les hangars: ferrailles, carcasses de véhicules et de machines diverses, déchets industriels banals, gravats, pneumatiques, bidons souillés (déchets dangereux). M. Pocai indique que ces dépôts sont présents depuis qu'il a fait l'acquisition du site.  Il est demandé à la société Italmarbre d'engager des démarches pour l'élimination de ces déchets dans des filières agréées ou autorisées, dans le respect des dispositions réglementaires. Dans cet objectif il est demandé de transmettre à la DREAL sous 1 mois un programme d'avancement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise sur rétention des produits liquides polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.  II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés.  Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.  <b>Constats :</b> La présence de 3 fûts d'huiles hors rétention a été constatée dans le hangar à droite des bureaux. L'exploitant doit s'assurer que tous les produits liquides polluants soient placés sur une rétention répondant aux caractéristiques fixée à l'article 18 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Il est demandé de fournir sous 1 mois tout justificatif correspondant (facture, photo...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autre thème abordé : Modification de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/03/2022, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, projet d'extension du périmètre d'extraction
<b>Disposition réglementaire :</b> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale</p> <p>II. -Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Projet d'évolution de l'exploitation :</b> <p>La société Italmarbre indique son intention de demander une modification du périmètre autorisé, du fait de la mauvaise qualité du gisement sur la zone d'extraction définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'extension envisagée se ferait prioritairement sur environ 0,32 ha à l'Est, et éventuellement au Nord. La cote minimale de fond de fouille resterait inchangée, de même que la durée de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant souhaite passer par une procédure d'arrêté complémentaire sans enquête publique ni évaluation environnementale qui serait trop contraignantes en termes de coût de dossier et de délai.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant les conditions qui lui avaient été détaillées par courriels des 5 et 6 octobre 2020, afin que l'extension soit considérée comme une modification non-substantielle. En particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un porter à connaissance et une demande d'examen au cas par cas seront à déposer.</li><li>- le dossier devra intégrer la réactualisation des inventaires faune/flore (Mme Baldy du Bureau d'études Encem indique qu'ils pourraient être réalisés de mars à juillet).</li><li>- il conviendra que l'exploitant se rapproche de la DDTM afin de déterminer si une autorisation de défrichement est nécessaire.</li><li>- enfin, la carrière étant située dans le périmètre de protection rapprochée du captage de Sauveplane, l'intervention d'un hydrogéologue agréé sera requise pour toute extension conformément à l'arrêté de DUP du 5 juin 1989.</li></ul> <p>Italmarbre souhaite mener ces démarches afin d'obtenir un arrêté préfectoral modificatif avant la fin 2022.</p>